L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. : NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 19 AOUT 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI 19 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les étoffes, voir aux annonces.

Par Vincent & Co., rue Bourbon : Marchandises sèches, notions et articles de fantaisie.

La Société de Coopération des Artisans et des Travailleurs.

Cette Société, qui s'est réunie avant-hier, dimanche, dans la Salle des Turners, a entendu de fort bons discours. Le premier, celui du président Robert Mogel, est marqué au coin du bon sens et de la raison. Après avoir informé la Société qu'elle était constituée d'une manière régulière, que sa charte était sous tous rapports en harmonie avec les lois de l'Etat, et que la corporation pourrait dorénavant citer et être citée en justice, il a fait valoir les bienfaits qui devaient résulter pour les membres d'une Société de coopération semblable. Avec une somme de $500 seulement, on peut fonder une grocerie qui procurera aux familles des sociétaires une économie d'un dixième au moins dans leurs dépenses de chaque jour. M. Bogel a rappelé le précédent d'une Société de ce genre en Angleterre qui, ayant commencé en 1848 avec $135, a aujourd'hui un capital de six millions de piastres.—Voilà qui est encourageant pour les ouvriers de ce pays qui peuvent commencer avec de bien plus grands moyens pécuniaires.

M. Mogel a pris soin de mettre la société en garde contre les *ingérences* politiques. Les ouvriers, a-t-il dit, n'ont pas à se mêler, comme société, des affaires de la ville ou d'Etat ; ce serait pour eux un sujet de division et de ruine. En dehors de leurs votes personnels, les membres de l'association de coopération doivent rester étrangers aux passions qui agitent le pays. Leur but est plus général et doit être plus utile : ils doivent s'efforcer par des établissements manufacturiers, produisant les articles les plus en demande, d'empêcher aux capitaux de sortir de cet Etat et de fournir du travail aux hommes laborieux qui en manquent une bonne partie de l'année. C'est là le vrai moyen d'assurer l'avenir de la ville.

Arrivant à la question d'immigration, M. Mogel exprime l'idée que nous avons fait valoir nous-même, et va beaucoup plus loin. Non seulement, dit-il, tant que le pays sera gouverné comme il l'est aujourd'hui, tant qu'il sera livré au désordre, et tant que la propriété et les fruits du travail ne seront pas mieux protégés qu'il ne le sont contre les financiers corrompus, les agioteurs et les spéculateurs-fonctionnaires, l'immigration ne viendra pas, mais nous serions coupables nous-mêmes de l'inviter à venir, et les émigrants nous le reprocheraient. Que verraient-ils lui en débarquant ? Ils verraient la fraude et le vol érigés en principe, comme le moyen de parvenir à la fortune et pour un coquin à qui cela pourrait réussir, des centaines de bons et honnêtes travailleurs seraient condamnés à être plus misérables qu'ils ne le sont dans leur pays.

Le président-orateur met en contraste les Etats de l'Ouest avec la Louisiane, et montre quelle supériorité d'avantages ces Etats offrent aux émigrants européens; c'est pour cela qu'ils ne viennent pas ici. Tant que les choses n'auront pas changé en Louisiane, dit-il, tant que l'esprit d'entreprise et l'industrie n'y trouveront pas un champ d'exploitation plus assuré et plus encourageant, il ne faut pas s'attendre à une grande immigration en ce pays.

Ces idées étaient celles de tous les membres du meeting, car elles n'ont donné lieu à aucune réfutation, et l'ordre le plus profond n'a cessé de régner pendant la séance. Toutes les nationalités y étaient représentées, et nous voyons, sans surprise, que si les ouvriers d'Europe, soulevés par des passions ou vicieuses, se divisent en toute espèce de partis, de factions, de sectes, ayant pour but de détruire les richesses publiques et de saper les fortunes privées, les ouvriers d'Amérique au contraire, même réunis en sociétés délibérantes, ne se séparent pas de l'ordre et respectent tous les droits acquis.

Cette tendance à l'ordre, de la part des prolétaires, transportés dans des régions où il y a beaucoup d'air et d'espace, se fait déjà remarquer chez les communards, nouveaux habitants de la Calédonie australienne. On a vu par des extraits de lettres écrites à leurs familles, extraits que nous avons donnés dans notre dernier numéro, qu'ils expriment un certain contentement, qu'ils recherchent le travail et qu'ils comptent en tirer parti. Ils demandent tous à leurs femmes de quitter leurs mansardes et de venir sans délai en Calédonie où elles seront comme dans un véritable paradis. Il y a chez eux l'instinct et déjà l'amour de la propriété. Pourquoi ? parce qu'ils entrevoient la possibilité de devenir aisément propriétaires, tandis qu'en France les trois quarts d'entre eux n'auraient très probablement jamais possédé un pouce de terrain.

Et cependant les communards de la Nouvelle-Calédonie, n'y sont pas en république. Ce n'est pas la république qui les gouverne : ce n'est pas non plus la république qui gouverne les *convicts* Anglais de Botany Bay. Eh bien, ces *convicts* ont fait déjà une population de quatre millions. Ils vont aussi vite sous la monarchie que les Américains sous la république. Donc les institutions politiques ne sont pour rien ou ne sont que pour fort peu de chose dans le succès des colonies. Les populations se transportent là où elles pensent qu'elles seront plus à leur aise, et le bien être leur apparaît là où elles savent qu'il y a beaucoup de terres à prendre, à occuper, à défricher et à cultiver. Les questions de climat sont secondaires dans ces immigrations, mais les questions de politique et de forme de gouvernement n'y sont presque pour rien, si toutefois il y a protection et sécurité.

Les Souffrances du Sud et leurs Causes.

L'article suivant est de la *Tribune* de New-York. Nous avons exposé bien souvent nous-même les causes qui ont réduit le Sud à l'état de détresse où il se trouve aujourd'hui, et nous ne pensons pas que l'article de la *Tribune* apprenne rien de nouveau à nos lecteurs. Il prouve toutefois que notre situation commence à intéresser la presse du Nord qui, mieux renseignée, aujourd'hui qu'elle ne pouvait l'être dans un temps où les passions, excitées par la guerre, étouffaient tout esprit d'impartialité et de justice, est plus à même d'apprécier le mal et plus disposée aussi à en décerner la responsabilité sur qui de droit. C'est à ce titre que nous publions les considérations de la *Tribune* qui, relativement aux pertes du Sud, sont encore bien au-dessous de la vérité :

Nous avons eu, plusieurs fois, l'occasion d'insister sur la condition déplorable du Sud, mais nous n'avons jamais exposé la situation dans toute son étendue. Revenant sur cet important sujet, nous allons comparer les Etats du Sud d'aujourd'hui à ceux d'il y a douze ans et à leurs voisins du Nord, et nous chercherons à remonter aux causes qui ont produit et qui expliquent le contraste. C'est le gouvernement qui a eu entre les mains les destinées du pays qui nous en tracera lui-même le tableau, car c'est aux statistiques officielles de Washington que nous demanderons ses données. Laissons la parole aux chiffres.

En 1860, à la veille de la guerre civile, la fortune nationale s'élevait, d'après le recensement, à $16,159,616,068. Les Etats du Sud, et nous comprenons sous cette dénomination tous les anciens Etats à esclaves (Alabama, Arkansas, Floride, Géorgie, Kentucky, Louisiane, Mississippi, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Tennessee, Texas, Virginie, Virginie Occidentale, Delaware, Maryland, Missouri) possédaient, en valeurs imposables, $3,515,327,159.

Les recensements de 1870 donnent, pour les Etats-Unis, $30,068,518,507. Remonte au taux de l'or qui commandait, à cette époque, $23 36 0/0 de prime, ce sont $24,236,000,000, dont $4,420,206,979 appartiennent aux Etats du Sud. Notons, en passant que ces chiffres sont probablement au-dessous de la vérité, car l'évaluation de la propriété, rapportée pendant longtemps à une circulation dépréciée, évaluation par, conséquent fictive et exagérée, n'avait pas subi, dans toute son étendue, le contre-coup de la marche ascendante de cette circulation, et conservait encore, d'après des lois naturelles, des prétentions non justifiées.

Nous voilà donc avec deux grands points de comparaison bien établis. En 1860, $16,159,616,068. En 1870, $4,403,206,379. Déduisons de la première de ces deux sommes la valeur totale des esclaves, perte spéciale et dont nous ferons abstraction. A $500 en moyenne par tête, ce sont $3,000,000,000 à retrancher. Il restait donc, au Sud, au commencement de la période décennale que nous étudions, $4,816,327,159, et, à la fin de cette période, son bilan de comptes ne lui laissait plus que $4,403,206,379. — $413,000,000 ont disparu! En d'autres termes, chaque homme, femme, enfant, blanc ou noir, actuellement dans les limites de ces Etats, possède aujourd'hui $80 en or de moins qu'il y a dix ans.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons laissé au nombre des Etats du Sud, le Missouri, le Maryland et le Delaware où l'esclavage existait, mais qui n'en faisait partie de la Confédération sécessioniste. Ces trois Etats n'ont pas traversé les mêmes épreuves : ils se rangent parmi les prospères, non parmi les vaincus. Le Missouri publiait n'y est accru de $616,000,167.

C'est autant à ajouter au passif des autres Etats du Sud. C'est donc à $1,029,000,000 qu'il faut porter leurs pertes, c'est-à-dire à $100 en or par chaque unité de la population. Douze cent trente millions en or, un chiffre plus fort que toute l'indemnité française, près des deux tiers de toute la dette consolidée des Etats-Unis, voilà ce qu'ont perdu 18 Etats en dix ans, voilà ce qui est englouti, anéanti pour l'Union!

Mais les esclaves ne représentaient-ils pas, de fait, une valeur, une propriété réelle, non pour le pays, la nation, mais pour les individus ? N'était-ce pas une source de revenus, quelquefois exclusive, pour la plupart des Sudistes ? Ne compensaient-ils pas seul le bien de familles entières ? Prenons en considération cet élément; ce sont $3,200,000,000 qui ont été détruits en tout pour les habitants de ce malheureux pays, plus de la moitié de tout ce qu'il renferme. Toute personne qui aurait possédé, il y a dix ans, $267 en or, n'aurait plus le sou aujourd'hui!

On éprouve comme un vertige en présence de ces chiffres, et leur immensité même nous empêche d'en saisir la portée. Rapprochons les des statistiques qui ont trait au reste de l'Union. La transition est séduisante. Ici, c'est la prospérité lancée en quelque sorte à toute vitesse, c'est le développement continuel et rapide des ressources et de la richesse publiques qui, presque partout, ont, au moins, doublé en dix ans.

La plus-value, dans l'Etat de New-York, est de 185 0/0; dans la Californie, de 148 0/0; dans le Massachusetts, de 112 0/0; dans l'Iowa, de 135 0/0. Dans les trois Etats à esclaves dont nous avons déjà parlé, le Maryland, le Delaware, le Missouri, même mouvement, même progrès. Le Missouri, par exemple, qui a eu plus à souffrir des ravages de la guerre que l'Alabama et la Géorgie, et qui avait autant d'esclaves que l'Arkansas, a gagné 134 0/0, tandis que la Géorgie a perdu 47 0/0, l'Alabama 41 0/0, l'Arkansas 22 0/0. Supposons maintenant qu'à la fin de la guerre civile, le même travail de renaissance, le même retour à la vie se soit produit dans toute l'étendue du Sud. Acceptons, pour mesure des résultats auxquels on aurait pu s'attendre, ce que nous avons vu s'effectuer dans le Missouri, le Maryland, le Delaware. Les Etats du Sud devraient être, aujourd'hui, plus riches de 4 milliards de dollars. A la destruction que nous avons constatée, ajoutons ce qui aurait pu et ce qui aurait dû être ainsi acquis, et la perte réelle dépasse 8 milliards qui devraient contribuer, à l'heure qu'il est, à l'amortissement de la dette, aux dépenses du gouvernement, au soulagement des populations accablées d'impôts.

A quelles causes rapporter ces effets désastreux ? Pénétrons plus avant dans l'étude des faits. Examinons les détails du grand tableau que nous venons d'esquisser. Nous arriverons naturellement au principe d'où découlent ces funestes conséquences.

Voici, par exemple, l'agriculture qui fournit autrefois la plus grande richesse des Etats dont nous nous occupons. Les fermes et habitations, dans le Sud, évaluées, en 1860, à $2,142,295,448, ne valaient plus, en 1870, que $1,099,452,257 : elles avaient perdu plus de la moitié de leur valeur ($1,092,773,161), et cela, malgré la construction de nouvelles voies ferrées, dont la proportion, par 100,000 acres, est, maintenant, de 7 milles au lieu de 5. Chose presque merveilleuse! La valeur des terres en culture, dans le Sud, est moindre qu'elle ne l'était en 1850, il y a 23 ans!

Ce fait se dévoile en diminution des terres en exploitation et en dépréciation du sol. Au lieu de 64,476,360 acres, comptés autrefois dans le domaine de la charrue, il n'y en a plus, aujourd'hui, que 57,671,287. Ce qui était en jachère est retourné à l'état sauvage. Un sixième des fermes du Sud n'existe plus. Le sol a perdu partout de 20 0/0 (Virginie) et 60 à 66 0/0 (Louisiane et Caroline du Sud) de ce qu'il valait.

Mêmes résultats quant aux récoltes, non-seulement dans la grande culture qui n'emploie que des noirs, comme le coton qui a produit, en 1870, 1,360,000 balles de moins qu'en 1860, le sucre qui compte 167,000,000 livres de moins, mais pour tous les produits de l'agriculture, pommes de terre, blé, foin, maïs, chanvre. Partout une réduction énorme, souvent de moitié!

Sont-ce les races de la guerre que nous rencontrons ici ? Est-ce l'abolition de l'esclavage qui explique ces déplorables phénomènes économiques ! Ces hypothèses ne résistent pas à un examen sérieux. Je nous en exceptons la Virginie, partie du pays n'a été le théâtre d'opérations militaires plus dévastatrices, de luttes plus sanglantes que le Missouri. Eh bien! il a ajouté 3,010,000 d'acres à ses terres en exploitation. Ce même Etat s'est vu privé de 114,361 esclaves; ses terres n'en valent pas moins $3,04 de plus par acre, en tout une plus-value de $160,000,000. Dans le Maryland, dans le Delaware, répétition de la même faits. Nulle proportion, il est vrai, entre les pertes des différents Etats du Sud et la part qu'ils ont eu, chacun, à porter des ravages de la guerre et de l'émancipation.

On pourrait supposer que la population ouvrière a diminué, que les bras font défaut. Il n'en est rien. Il y a, à l'heure qu'il est, plus de blancs et de noirs au Sud qu'il y a dix ans. Cependant, le pays qui, en 1860, avec 10,000,000 d'habitants, cultivait 6 1/4 acres par tête, avec 11,000,000 d'habitants n'en cultive plus que 5 par personne. Plus d'un cinquième de la génération propre au travail serait dans l'oisiveté.

Que résulte-t-il de tout ce que nous venons de dire ? Le terrain aussi délaissé, qu'y apercevons-nous ? Le système politique, en vigueur dans le Sud depuis nombre d'années, et dont M. M. Warmoth et Kellogg sont l'expression la plus complète. Voilà la source-mère de tous les maux que nous avons énumérés. La situation actuelle du Sud est le fruit de la paix exploitée par les politiciens et devenue comme l'apanage d'aventuriers de bas étage, et non le résultat de la dernière guerre.

Nous avons parlé trop souvent des différentes administrations des Etats du Sud, soit : ans les Caroline, soit en Floride, soit en Louisiane, pour insister sur ce point. Il n'est besoin que de se rappeler les dettes énormes créées et dissipées par des ambitieux sans conscience, pour comprendre sous quel poids le crédit, la prospérité, le commerce de ces Etats ont dû s'affaisser et succomber. Nous signalerons, cependant, avant de finir, deux effets de ce système qui, pour être moins visibles, moins palpables, n'en ont pas moins la plus grave importance. Nous voulons dire les tendances qu'il inspire à la population de couleur, et l'influence qu'il exerce sur l'immigration.

Si l'on consulte, de nouveau, les rapports officiels, on est frappé d'un fait : les noirs abandonnent les champs, et se portent vers les centres, les villes, les villages, les bourgades, les foyers de l'agitation politique. 114 des principales villes du Sud qui ne contiennent, en 1860 que 23,337 nègres, en comptaient, en 1870, 471,208. Plus de 250,000 noirs près d'un seizième de l'ancienne population esclave ont abandonné les campagnes. Ce mouvement qui s'accentue de jour en jour s'observe, non-seulement dans les Etats du Sud où l'on pourrait l'attribuer à la crainte et au besoin d'union, mais là même où l'homme de couleur le plus susceptible n'a jamais redouté la moindre atteinte à ses droits.

L'élément urbain, dans le Missouri, s'est élevé à 39,374 au lieu de 8,009, et, dans 4 villes du Maryland, de 24,461 à 41,114. Il y a donc une impulsion générale qui produit ce déplacement, et l'on ne peut douter un moment qu'elle n'émane naturellement des principes de gouvernement qui sont du goût du pays, un instrument politique, une force électorale, qui l'attire par les attraits de pouvoir et de la suprématie, qui excite son ambition et le vise qu'à un but, à lui faire jeter son vote dans l'urne pour perpétuer l'oppression et le pillage des classes opulentes et riches.

Pendant que les anciens travailleurs jettent de côté la pioche et la cognée, le flot de l'immigration étrangère, au lieu de venir remplir le vide dans les sections rurales, continue de passer au large. L'esclavage et l'esprit d'exclusion qui caractérisent le Sud l'ont toujours plus ou moins éloigné de cette partie du pays, et, lorsque cette institution et ces tendances ont été balayées par la guerre, le spectacle de la banqueroute et du désordre, sous les traits de M. Warmoth ou autre, lui a barré entièrement le chemin, épouvantant le capital toujours prudent et craintif. Wendell de la Louisiane, de la Kentucky, de la West Virginie, de la Floride et du Texas qui, en 1870, avaient 15 000 de population étrangère, et dont la condition s'améliore de jour en jour, grâce à l'énergie de ses habitants, aucun Etat du Sud n'a 3 000 de cet élément, qui atteint 97 000 dans le Missouri.

Nous parlons d'immigration, c'est un mouvement et même invasion qui est fait au Sud. A part tous les événements arrivés dans les Etats du Nord, pendant la dernière période décennale, la population indigène n'y est accrue de 16,13 0/0. Au Sud, l'augmentation n'est que de 8,6 0/0, différence d'environ 6 12 0/0. Qu'est-ce à dire? Que, toutes choses égales d'ailleurs, il devrait compter 600 000 habitants de plus qu'il n'en possède actuellement. D'un autre côté, nous voyons donner un démenti complet aux prévisions qui présagent l'émancipation comme fatale à la race noire : loin de diminuer elle a gagné 10,1 0/0, un peu plus que la race blanche. On découvre, en même-temps, que la proportion des morts est plus faible, et celle des naissances plus forte au Sud qu'au Nord.

La différence n'est devient donc que plus grande : la question se complique. Si l'on en cherche la solution dans les déclamations humaines de la guerre, on se fourvoie davantage encore. Car, si l'on fait la somme des victimes directes et indirectes de la lutte, si l'on tient compte de l'absence des pères de famille sous les drapeaux, etc., on trouve que, non-seulement l'Etat des pertes du Sud sur celles du Nord n'atteint pas le chiffre qui nous embarrasse, mais que les premières, *même relativement*, sont moins considérables que les secondes. Il faut donc, de toute nécessité, qu'il y ait eu émigration, et, en effet, le recensement de 1870 nous montre 1,055,775 métis des Etats du Sud établis dans d'autres parties de la République. Abstraction faite de ceux qui y vivaient avant 1860, et de l'influence de la mort et de la multiplication sur leur nombre, on peut évaluer, au plus bas, à 250,000 les fils du Sud qui ont abandonné leur pays pour se fixer au Nord.

Bonheur et malédiction ont enlevé moins de monde aux 18 Etats qui ont combattu ensemble.

La situation que nous venons de mettre sous les yeux de nos lecteurs, se passe de commentaires, et les passions politiques l'ont crée et la maintiennent, mais elle doit, infailliblement, tôt ou tard, réagir sur ses auteurs et sur la nation entière, s'il n'y est pas porté remède. L'Ouest qui, lui aussi, a jeté sa pierre au Sud, en souffre.— Sans peut-être s'en rendre compte aujourd'hui, il s'en repentira amèrement. Souhaitons que des vues plus larges et plus éclairées caractérisent nos hommes d'Etat de l'avenir, et que, grâce aux efforts de la population sympathique de leurs voisins, ce beau pays puisse commencer à travailler à la réédification de sa fortune et de sa prospérité.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont d'ailleurs les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Il y a eu la semaine dernière, à la Nouvelle Orléans, 136 décès, ainsi que le constate le rapport mortuaire du Bureau de Santé.

La consomption a fait encore 13 victimes et la fièvre congestive 10.

Du nombre des personnes qui ont succombé, 79 appartenaient à la race blanche et 47 à la race noire.

La représentation donnée, dimanche soir, à la salle du Conservatoire, par le Club Dramatique Louisianais, a obtenu un succès mérité. Plusieurs centaines d'invités s'étaient rendus à l'appel des membres du nouveau club. La fashion de la Nouvelle-Orléans était dignement représentée par quelques unes de nos plus belles créoles, et un public d'élite a salué le lever du rideau, par des applaudissements prolongés.

Le drame de Lucie Didier, par monsieur Léon Batte et Jaime fils, a été bien interprété par les jeunes amateurs qui jouaient pour la première fois sur les planches. Ils ont eu du naturel et de l'entrain.

Les principaux rôles étaient remplis par MM. J. M. C., J. L. B., M. B. et L. N. B. et par Mesdemoiselles L. L. et M. C.

La spirituelle petite comédie des Deux Sourds, a été relevée avec beaucoup de verve par Mlle L. L. dans le rôle d'Eglantine, et par M. L. N. B. dans celui de Bouffarce.

Nous adressons nos compliments en même temps que nos remerciements aux membres du Club Dramatique Louisianais, et nous souhaitons à ces jeunes artistes, à leur début, un succès bien mérité.

La Compagnie Créole No 9, du département de l'incendie, a fait, dimanche dernier, sur la levée, l'essai de leur nouvelle pompe Amoskeag. Quatre minutes et quinze secondes après que le feu eut été mis dans l'appareil et eut suffisamment de vapeur, la pompe a lancé par un tuyau, long de cent pieds, ayant une ouverture d'un pouce 3/8, un jet d'eau à une distance de 306 pieds et 9 pouces. A un second essai on a atteint une distance de 297 pieds et 9 pouces. A un troisième et dernier essai, avec un tuyau de 90 pieds, ayant une ouverture d'un pouce 5/8, le jet d'eau a franchi une distance de 298 pieds et 2 pouces.

Les membres de la Compagnie Créole No 9 sont pas satisfaits de résultats qu'ils ont obtenu et ils se proposent de faire bientôt une nouvelle expérience de leur pompe, dans de meilleures circonstances.

Nous avons reçu de M. Wm. Salomon, président de la compagnie Washington No 20, du département de l'incendie, la gracieuse invitation, d'assister au baptême d'une nouvelle pompe à vapeur. Ce baptême aura lieu au quartier-général de la compagnie, rue Thalie, entre les rues Baronne et Dryades, jeudi soir, le 21 de ce mois.

FAITS DIVERS.—Un jeune garçon de couleur, dont le nom est inconnu, s'est noyé, avant-hier après-midi, en se baignant dans le fleuve, au pied de la rue Upper line, à Carrollton. On n'a pas retrouvé son corps. Ces accidents sont très fréquents, car les enfants qui se réunissent tous les soirs sur la levée, en bravant la surveillance de la police, sont d'une impudence extrême et paraissent ignorer le danger. Ils s'élancent à l'eau, sans savoir nager souvent, et la plupart du temps ils s'éloignent à une grande distance, nageant au milieu des bateaux et se jouant avec les vagues. Il n'est pas étonnant que quelques uns périssent.

M. Christian Dolir, un employé du chemin de fer de la rue du Canal, a trouvé, dimanche matin, vers six heures, au milieu des hautes herbes qui couvrent le terrain uentre, entre les rues Broad et White, un petit enfant, âgé à peine de deux mois, qui avait été abandonné là, au milieu de la nuit, par une femme dénaturée, indigne du nom de mère.

M. Dohr a porté le pauvre petit être à une bonne dame du voisinage, qui lui a prodigué ses soins.

Il est impossible de qualifier la conduite de la méprisable créature qui a voulu se débarasser de son enfant, en le condamnant à mourir d'inanition. — Les punitions ont plus de cœur.

Dans une querelle survenue, dimanche soir, au coin des rues Girod et Union, entre Charles Williams et L. Dufouchard, ce dernier a reçu un coup de poignard dans l'avant-bras. Williams a été arrêté et mis sous les verrous.

Robert Brewster est un ivrogne de profession. Il a pour habitude de ne boire qu'un verre de liqueur nationale à la fois; mais il répète souvent la dose dans une même journée.

Dimanche après-midi, Robert, après de fréquentes libations, se promenait, en titubant, sur le quai, quand le pied lui a manqué, et il est tombé lourdement à l'eau.

Le pauvre diable se serait noyé, selon toute probabilité, si M. Thomas Kearns, qui se trouvait à proximité, n'était venu à son secours et ne l'avait retiré de l'onde bourbeuse du Mississippi.

Comme le petit bain que venait de prendre Robert Brewster, ne l'avait pas suffisamment dégrisé, un officier de police s'est chargé de le conduire au poste, où il aura pu cuver son whiskey tout à son aise.

TEMPERATURE.— 18 août 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	78	26
12 M.	84	29
3 P. M.	88	31
6 P. M.	83	28

☞ Il y a plus de 15 ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et, depuis ce temps leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Bureau général, Canal 147.

—On sait que la gauche radicale avait nommé une commission de surveillance ayant pour but de contrôler les travaux de la commission de permanence. La gauche républicaine a suivi cet exemple.

La première, composée de MM. E. Adam, Tolain, Peyrat et Schœlcher, blâmée ses réquisitoires de la Sourdière.

La seconde, qui comprend MM. Hamberet, de Lafayette, A. Grévy, Carquet et Varroy, l'assemblera rue Croix-de-Petits-Champs.

MM. Carquet et Varroy sont délégués pour se mettre, s'il y a lieu, en rapport avec les délégués de l'extrême gauche.

—On envoie de Genève des notes originales sur le séjour du shah, qui paraît s'être conduit en Suisse avec une liberté d'allures assez particulière. La sensation politique a été tellement de programme depuis qu'il a mis le pied en Europe, qu'il a imposé tout de représentations. Il a si peu pu se mouvoir en liberté. Aussi, il rêve et cherche à en faire autant, que, vraiment il doit avoir les nerfs agités. Donc, à Genève, le shah a pu s'éclater à être incognito. D'abord, quelques jours à été préparé pour son voyage à Vevey, il a changé d'avis :

"La fantaisie lui prit, raconte l'*Indépendance belge*, d'aller se promener sur le lac en petit bateau ; il fallut une rame de son grand-vizir pour obtenir de lui qu'il fît pas promenade dans le pyrosphe, qui chavire. Ce haut fonctionnaire lui dit en pensant : "Si Votre Majesté n'y va pas, j'irai à sa place.—Ah! tu veux y aller à ma place? dit le monarque; eh bien, je ne le ferai pas en effet." Et le shah se rendit à la fête qui allait être contremandée.

"A bord, il s'est tenu à l'écart sans se tenir royale. Le sentiment de la dignité des autres ne lui a pas paru l'avoir jamais beaucoup dérangé. Il paraissait étonné que les membres du conseil administratif comptent, en lui parlant, s'asseoir en chaises. On tendit devant lui, on le tenant par les deux bouts, une carte du lac de Genève; comme les angles de la carte se relâchaient et se rétrécissaient, le gouverneur et adjoints le pensa. Il se vaut parton.

"Le locomotive humaine dont être dirigée avec soin, sinon elle déraille et la vie s'éteint. Vouloir le mettre dépendre en partant, était en le rendre, comme un enfant, à la nourrice." Et le shah a tête dans les deux bouts, une carte du lac de Genève; comme les angles de la carte se relâchaient et se rétrécissaient, le gouverneur et adjoints le pensa. Il se vaut parton.

"Quelque chose que ait le shah, l'ennemie qui grande. Il le propriété est sacrée, la prime distinction ; si elle ne l'est pas, les risques seraient mauvaises.

Les avantages immédiats et certains qu'aura le public sont :

1° Une diminution du nombre d'accidents causés par l'imprudence des conducteurs de la vie ;

2° Une diminution du nombre d'accidents occasionnés par l'usage du pendant volants du pétrole ;

3° Une économie de temps et de fatigue, qui, d'un quart du coût actuel d'une des nécessités de la vie ;

4° Une diminution du nombre d'incendies occasionnés par l'usage du pétrole ;

5° Le bénéfice le plus agréable et le plus utile à la perte des personnes qui ne sont dessous.

Mais, si d'un côté le public doit gagner considérablement, de cette baisse du prix du gaz, — Pourtant, dans le triste cas où nous de commerce une réduction de 50 pour cent du coût d'un article d'un usage aussi limité à l'utile d'un ustensile, ne nous, ne sera avantageuse à la Compagnie qu'autant que de nouveaux consommateurs se joindront aux anciens du nombre suffisant pour compenser la grande diminution des anciens consommateurs. La Compagnie s'attend, avec confiance, à ce résultat, et il sera de l'intérêt des consommateurs d'aujourd'hui d'engager leurs voisins à adopter le bienfait du gaz, afin que non-seulement le bon marché soit maintenu, mais encore qu'il y ait une nouvelle baisse.

La Compagnie des consommateurs est également opposée sur l'usage du gaz pour le chauffage et la cuisine, et la chandelle. Au prix proposé, comme conséquence, cette plus économique que le bois ou le charbon et moins embarrassant que l'un ou l'autre. En Europe et dans plusieurs villes du nord de l'Union, on en sert, de plus en plus, de plus pour chauffer et cuisiner. Et pourquoi ?

A l'heure qu'on pense à répondre sérieusement à ces questions que la réduction prochaine engendrer. La Compagnie opère, et, en attendant, à son tarif, de non-vente l'obligée qui les enlèvent toujours et pas, lorsqu'elle aurait atteinte, la moitié du tarif à même de faire 4,000,000 de pieds cubes de gaz par vingt quatre heures.

La nouvelle manière de purification aura produit du janvier et la fabrique de certaines quelques mois plus tard. Les améliorations qui doivent être introduites dans le remorbrement de la [illegible] ment de l'appareil régulateur du gazomètre, de l'épaisseur, le coût et de la [illegible] de la [illegible] tout en augmentant la force de la lumière.

La Compagnie se trouvera sur cet exposé, à l'heure qu'elle [illegible] nouvelle entreprise qui [illegible] la nouvelle entreprise qui [illegible] la Compagnie à [illegible] du gaz.

Tout [illegible] JAMES JACKSON,

10 août—10 FP Président.

Au Public.

[illegible]

Bureaux de Louisiana Equitable Life Insurance Company. — Au coin des rues Gravier et Carondelet. — Nouvelle-Orléans, 1 août 1873. — Conformément à une résolution [illegible] Il est dû à la [illegible] [illegible] [illegible]